



attac

# LE COURRIEL D'INFORMATION

n° 117 – Vendredi 10 mars 2000.

## EXPLOSE LES « MASTERS ».

### Dans ce numéro

- 1- ATTAC contre Masters
- 2- Dynamique ATTAC
- 3- Lettre à Monsieur le Président de l'Association des Maires des Grandes Villes de France.
- 4- OMC, ça repart
- 5- Brèves d'OMC
- 6- Rendez-vous avec ATTAC.

### En bref...

Alors que le CIC et le magazine Investir proposent aux collégiens et lycéens d'exploser la bourse, nous nous proposons d'intervenir pour rappeler la réalité aux joueurs. (Lire ATTAC contre Masters). Qu'est-ce que c'est qu'ATTAC aujourd'hui ? Définition difficile tant le mouvement est multiforme : une petite photographie donc, imparfaite sans doute. (Lire Dynamique ATTAC). Lorsqu'un Maire d'une grande ville de France s'adresse au Président de son association de Maires... cela donne un plaidoyer en faveur de l'action pour la Taxe Tobin. (Lire Lettre à Monsieur le Président...). Cette OMC là est repartie. C'est un fait. Mais lorsqu'on rencontre les hauts fonctionnaires français pour le Commerce extérieur cela donne un point de vue encore plus aigu. (Lire OMC, ça repart) Du reste, suite de notre série de brèves... (Lire Brèves d'OMC)

### ATTAC contre Masters

Paris le 8 mars 2000  
Chers amis,

Vous avez été informés de la démarche entreprise par le comité ATTAC 18 (Cher) auprès du ministre Claude Allègre pour dénoncer l'intrusion de la banque CIC dans l'éducation nationale par le biais d'un « jeu » en forme de concours, dénommé « Les masters de l'économie ». Ce « jeu », qui mobilise quelque 30 000 collégiens et lycéens – autant de futurs clients escomptés - avec l'aval des rectorats et des chefs d'établissement, est une véritable initiation à la spéculation boursière sous couvert de visées « pédagogiques ». Et, très naturellement, les lauréats se verront offrir un voyage à New York où ils pourront voir Wall Street de près...

L'initiative prise par ATTAC 18 a déjà suscité un grand intérêt dans plusieurs médias ( Le Berry républicain, Libération, France 3, France Inter et diverses radios locales ). C'est la preuve que nous avons touché un point sensible. Il importe maintenant d'élargir ce mouvement à l'ensemble

du territoire. Ce qui est en jeu, en effet, c'est l'utilisation du service public de l'Education nationale comme base de recrutement de titulaires de comptes en banque, et l'endoctrinement idéologique des jeunes pour lesquels la gestion de portefeuilles est censée tenir lieu de formation à la citoyenneté, et où l'économie est réduite à la finance, et la finance à la spéculation

ATTAC est directement concernée par ce type d'opération, tant il s'agit d'une manifestation particulièrement choquante des prétentions de la sphère financière à infiltrer les consciences. Il n'est évidemment pas question de contester en quoi que ce soit l'autonomie pédagogique des enseignants. Il leur est en effet loisible d'utiliser dans leurs cours tous les supports pédagogiques qu'ils jugent utiles, y compris ceux fournis, évidemment avec quelques arrière-pensées, par des entreprises privées.

Avec « Les masters de l'économie », nous sommes dans un cas de figure tout autre. Il s'agit d'un concours doté de prix délivrés à l'extérieur des établissements et à des fins exclusivement promotionnelles, mais qui recrute



attac

un public captif à l'intérieur desdits établissements. De plus, nous sommes en présence d'une forme insidieuse de prosélytisme, incompatible avec le principe républicain de laïcité : non pas par des partis, Eglises ou sectes, mais au profit d'un autre dogme, le dogme libéral, celui de la « démocratie actionnariale ». Les citoyens que nous sommes ont donc légitimement leur mot à dire sur cette affaire.

Le calendrier à venir du jeu, tel qu'il nous a été communiqué par un adhérent de l'Oise, est le suivant (je cite) :

#### POUR CEUX QUI ONT EXPLOSE LA BOURSE

Le 17 mars à 17 heures, les 3 teams ayant les portefeuilles les plus importants seront sélectionnés pour participer à la finale.

Le 29 mars à 17 heures, le résultat de la finale définira l'ordre définitif des gagnants.

La finale se déroulera mercredi 29 mars à 14 h 30 aux sièges des banques régionales du groupe CIC

#### LES MEILLEURES PROGRESSIONS DU MOIS

Dans chacune des banques CIC, le team ayant effectué la meilleure progression au 31 janvier, 29 février et 1er mars sera récompensé.

#### CHALLENGE PAR ECOLE

Chaque école ayant au moins 5 teams actifs dans une banque du groupe CIC participera à ce challenge récompensant le meilleur team au sein de l'établissement.

#### SUPER TIRAGE

Quel que soit le classement, tous les teams qui seront restés actifs pendant la durée du défi participeront à un tirage au sort.

Voici ce que nous proposons aux comités locaux

1.- Après concertation rapide (les finales ont lieu le 29 mars) entre les comités appartenant à une même académie, solliciter officiellement une audience auprès du recteur et des responsables régionaux du CIC pour demander des éclaircissements sur ce « jeu », obtenir la liste des établissements qui y participent, et exiger qu'il y soit mis fin à l'issue de la finale de mars. Demander au recteur sur la base de quelles instructions ou bases réglementaires nationales il a donné son aval à l'opération Masters. Vérifier auprès de lui (ou d'elle) que d'autres opérations de la même veine ne sont pas en cours ou en projet.

2.- Dans chaque ville où est implanté un comité, interventions du même ordre auprès des

agences du CIC (ou banques affiliées) et des chefs d'établissement : proviseurs et principaux de collèges (une adhérente du Loiret nous signale que des élèves de 5ème ont été recrutés pour le « jeu » !).

3.- Contacter les sections syndicales d'enseignants des établissements concernés pour connaître leur position et leur expliquer celle d'ATTAC. L'objectif à rechercher est de former un front commun avec elles.

4.- Ecrire à Claude Allègre, avec copie aux recteurs, aux parlementaires, aux syndicats ( et bien sûr à ATTAC), pour lui manifester, exemples locaux à l'appui, le rejet de ce « jeu » nullement innocent et exiger qu'il donne des directives pour le faire cesser.

4.- Se renseigner sur les modalités de proclamation des prix décernés à « ceux qui ont explosé la Bourse » le 29 mars à 14 h 30 aux sièges des banques régionales du CIC. Egalement sur les écoles où des « teams » (!) participent à un « challenge ».

Les membres des comités sont invités à s'inviter à ces cérémonies et à exprimer clairement, mais toujours très courtoisement, aux banquiers, aux autorités administratives, aux parents et aux élèves leur opposition à de tels détournements de jeunes consciences. Egalement pour rétablir quelques vérités sur la Bourse, sur l'accueil enthousiaste qu'elle réserve toujours aux dégraissages et autres « plans sociaux » (Michelin, Moulinex, ABB, etc.) et sur les risques de krach (ou « correction boursière ») régulièrement évoqués par le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, lui-même.

Les comités locaux d'ATTAC, dans leurs différentes interventions, pourront donner matière à méditer aux apprentis « golden boys » - c'est bien ainsi que le CIC les désigne dans son « jeu » - et à ceux qui ont couvert cette scandaleuse opération ou ont contribué à sa diffusion dans l'Education nationale en leur signalant les faits suivants :

Les deux grandes banques allemandes Deutsche Bank et Dresner viennent d'annoncer leur volonté de fusionner. Les analystes financiers prévoient la fermeture de 1 000 à 2 000 agences et le licenciement de plus de 10 000 agents.

Le mardi 7 mars, à la Bourse de Francfort, ces perspectives ont été « saluées avec jubilation



attac

par les investisseurs » (International Herald Tribune du 8 mars) :

- augmentation de 9, 2 % du cours de l'action Deutsche Bank
- bond de 20 % du cours de l'action Dresdner
- augmentation de 12 % du cours de l'action d'Allianz, géant de l'assurance qui a des intérêts dans les deux banques.

Cet exemple est d'autant plus édifiant qu'il touche le secteur bancaire et qu'il peut donc permettre de nouer des relations avec les personnels et syndicats du CIC. Une interpellation publique des dirigeants de cette banque sur ces chiffres, lors des finales, ne manquerait pas d'intérêt. D'autant que, sur ce même sujet, la bible des financiers qu'est le Financial Times de Londres écrit : « Cette fusion va sans doute déclencher de nouvelles fusions en Europe » (numéro du 8 mars).

Rappeler ainsi aux employés des banques qu'ils risquent fort, s'ils ne se battent pas, d'être prochainement victimes eux-mêmes de dégraissages afin de « créer de la valeur » pour leurs actionnaires. Les « teams » ont-ils du CIC en portefeuille ? Tous les banquiers sont en effet d'accord pour dire officieusement que les effectifs sont beaucoup trop nombreux dans ce secteur. Le développement de la « banque à distance », via Internet, va accélérer le phénomène. En Angleterre, Barclays est en train de fermer 200 agences et de supprimer 6 000 postes (Libération, 3 mars 2000). L'action ATTAC contre Masters peut donc être plus « pédagogique » que la direction du CIC ne l'imaginait !

5.- Informer le siège au fur et à mesure que les actions sont entreprises afin que, via le site, l'information circule nationalement.

6.- Informer la presse locale (journaux et radios) des initiatives en cours. Elles constituent de bons « sujets » pour elle. Ci-joint la dépêche AFP sur les Masters, ainsi que la note de Régine Tassi, membre du CA et coordinatrice nationale de cette action : [regine@attac.org](mailto:regine@attac.org)

Bien préparées, ces actions d'ATTAC peuvent avoir de grandes vertus didactiques auprès des élèves, des parents, des employés de banques et des citoyens en général. Elles devraient permettre de faire réfléchir à la « privatisation » des esprits des jeunes, préparation indispensable à de nouvelles mesures de « libéralisation », notamment dans le secteur éducatif. Nous retrouvons là, et ce n'est pas une surprise, un des grands dossiers de l'OMC. A ATTAC de faire, dans ce domaine comme dans

d'autres, son travail d'éducation populaire tournée vers l'action.

Bien cordialement à tous.  
Bernard Cassen, président d'ATTAC

Contactez un groupe local dans votre région :  
<http://attac.org/fra/annu>

Lire aussi - Archives : <http://attac.org/listfr.htm>  
« Lettre ouverte » Courriel d'information n°112  
« Les Masters de l'économie » Courriel d'information n°110

### **Dynamique ATTAC**

ATTAC a 21 mois. Vous êtes aujourd'hui 14 324 personnes à recevoir par abonnement ce numéro du Courriel d'information. Avec plus de 2 500 adhérents ATTAC Suisse a plus d'adhérents proportionnellement à la population du pays qu'ATTAC France qui frise les 21 000 aujourd'hui. Quel est le lieu où se croise chaque mois depuis quelques temps les chinois, les militaires américains, les cubains, les israéliens, les libanais et le Vatican ?... Réponse : le site Internet ATTAC qui le mois dernier a enregistré 748 154 connexions en provenance de 96 pays.

Fi des chiffres qui ne veulent somme toute pas dire grand chose, il s'agit de montrer combien difficile la tâche de rendre compte d'ATTAC alors que son développement dépasse en rapidité et en multiplicité de formes les capacités d'un observateur tel que moi. Et puis nous ne sommes pas encore de l'histoire, nous la faisons.

« Un mouvement européen naît » disait Bernard Cassen en conclusion de la journée de débats samedi dernier. Les ATTAC en Europe se sont rencontrés. Soixante personnes environ représentaient 15 pays dans lesquels ATTAC existe. Ce terme même revêt des réalités différentes selon que les structures nationales sont en formation, déjà établis ou qu'elles ne préexistent pas encore alors que des groupes locaux ou régionaux ont déjà une vie propre.

Sur le continent africain [maroc@attac.org](mailto:maroc@attac.org) précède de peu le Cameroun, alors qu'en Tunisie nous avons toujours du mal à être reconnu par le pouvoir comme association. Le Sénégal est lui toujours là et continue son travail. Sur le continent américain c'est l'Argentine et le Brésil et le Québec qui débordent d'initiatives. Ailleurs, comme ici, des réseaux tenus se mettent en place ou se constituent autour de cette dynamique.



attac

Il s'agit de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde. Nous le faisons autour de propositions concrètes qui visent à rendre aux citoyens et à leurs représentants le pouvoir face à la dictature des marchés. Il ne s'agit pas de construire une belle organisation. Il s'agit de faire.

Les projets, les chantiers déjà engagés, se multiplient. Dans les semaines, les jours à venir certains vont arriver à maturité et nous pourrons en rendre compte. Mais déjà nous pouvons évoquer certains d'entre eux pour lesquels nous impulsions une dynamique mais qui sont avant tout et comme toujours des collaborations.

Un réseau international des « villes Tobin », une utopie ? Pas tant que cela : des organisations en Amérique du nord et nous en Europe sommes entrain de le mettre en place (50 municipalités sont déjà membres d'ATTAC France). Il s'agirait d'un jumelage d'un nouveau type qui permettrait d'affirmer nos solidarités par delà les frontières en faveur non seulement d'une taxation des transactions financières mais plus encore d'une autre mondialisation, plus solidaire, plus citoyenne et de la matérialiser ensemble sans attendre.

Mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, ATTAC n'en reste pas là. Alors pour ceux qui veulent en savoir un peu plus... une université d'été est en préparation pour la fin août. Il s'agit de savoir pour agir... Trop souvent l'actualité ne nous laisse pas le temps de prendre le temps... alors il n'y a pas de raison de répugner à agir quand il le faut.

Pas moins de 4 rendez-vous importants sont prévus pour le mois de juin en Europe (Nous avons parlé du contre-sommet de l'UNICE dans notre dernier numéro par exemple). Un réveillon du premier mai s'organise devant les palais de la bourse à Paris et à Genève et peut-être ailleurs dans le monde. Festifs, pacifiques, décapants et surtout jubilatoires ces réveillons d'un autre type (dont l'organisation nantaise NEUF est à l'origine) sont l'occasion avant tout de faire la fête comme un pied de nez devant les colonnes trop sérieuses de ces palais de la spéculation. Ils sont aussi un bon moyen de rappeler que nous existons derrière les bilans et les plus-values.

Le 24 mars, ATTAC Portugal nous invite pour une Europe sociale à un contre-sommet au sommet européen qui se tiendra au même moment à Lisbonne. Quant à nous c'est à Nice en décembre que nous vous convions pour un autre contre sommet à une autre rencontre européenne. De plus à l'instigation du groupe

ATTAC au Parlement européen, une rencontre des « députés Tobin » mondiaux est en gestation qui permettra d'ici à quelques semaines et avant la présidence française de l'Union européenne de constituer un réel réseau international d'élus dans les différents parlements.

Mais c'est avant tout près de chez vous que cela se passe. Pour ATTAC France en mars ce sont 187 rendez-vous qui sont organisés par les groupes locaux. Débats, conférences, projections... et j'en passe. A vous de faire votre choix. Bon mois de mars à tous.

Laurent Jésover. Rédacteur [journal@attac.org](mailto:journal@attac.org)

Un petit PS – Vous avez une connexion Internet ? Pensez à la mettre au service des non-connectés et contactez un groupe local afin que vous puissiez donner un peu de temps pour aider au travail d'information. Chacun a besoin de vous, c'est pour cela que nous sommes ensemble... Merci d'avance.

### **Lettre à Monsieur le Président de l'Association des Maires des Grandes Villes de France.**

Ville de Mulhouse – M Jean Marie Bockel, Maire de Mulhouse.

A M. Jean Pierre Sueur, Maire d'Orléans, Président de l'AMGVF.

Monsieur le Président,

Je me permets d'attirer votre attention sur la décision du Groupe Majoritaire du Conseil Municipal de la commune de Mulhouse, d'adhérer à l'association ATTAC.

Les élus du terrain qui le composent sont partis du constat qu'une grande partie de nos concitoyens rencontre des difficultés au quotidien dont une des causes est l'écart grandissant entre le monde réel et la sphère financière.

S'il est indéniable que l'ouverture des frontières a des effets positifs sur la croissance économique, il n'en est pas moins vrai que les excès de la mondialisation entraînent l'insécurité économique.

Le choix du Groupe Majoritaire se situe dans un contexte plus large que celui de la seule association ATTAC. Cette association participe effectivement d'une réflexion visant à réorienter les relations internationales sur des bases qui redonnent la primauté au politique, aux Etats et aux peuples. En ce sens, ses objectifs sont une contribution à la promotion des formes de



attac

coopération débarrassées de la course effrénée aux gains à court terme.

Le Groupe Majoritaire réaffirme, dans le cadre de cette adhésion, que la France ne peut à elle seule réguler la sphère financière, qu'il faut une action efficace dans le cadre de l'Union Européenne. Il faut soutenir pour cela le renforcement de la zone Euro. L'instauration d'une taxe Tobin n'a de sens que dans le cadre de la construction européenne et des instances internationales de régulation. Il est également nécessaire de prévoir dès à présent les utilisations possibles et le contrôle du produit d'une telle taxe.

La France devra enfin prendre toute sa place durant son mandat à la Présidence de l'Union Européenne pour favoriser toute politique allant dans ce sens.

Je souhaite par ces explications, vous faire part du sens de cette démarche afin de permettre aux Maires des Grandes Villes de prendre une initiative à la fois forte et symbolique pour qu'une démarche commune soit entreprise auprès du gouvernement avant le début du mandat de la France à la présidence de l'Union Européenne.

Il me serait donc très agréable que vous puissiez étudier cette proposition avec attention et m'indiquer quelle suite pourrait lui être réservée.

Vous en remerciant par avance.

### **OMC, ça repart.**

À l'invitation de François Huwart, secrétaire d'état au commerce extérieur, un forum s'est tenu à Bercy avec la participation d'organisations syndicales, de représentants patronaux et associatifs, d'élus parlementaires, afin d'examiner " les causes de l'échec de Seattle, les perspectives de lancement d'un cycle large et global, la façon d'aborder les négociations de l'agenda incorporé (agriculture et services) ".

Attac y était représenté par moi-même et Susan George, également présente pour l'Observatoire de la mondialisation et la CCCOMC.

Le texte très bref qui suit tente de rapporter l'essentiel d'une réunion qui duré près de trois heures et un grand nombre d'interventions, dont nombre émanaient de représentants patronaux. Il vise à fournir quelques éléments d'information plus qu'une analyse générale.

Analyses : Sur les causes de l'échec de la conférence, le gouvernement privilégie la thèse de la responsabilité américaine et de " l'impréparation " sans toutefois ignorer le poids

de la société civile. C'est le premier enseignement de la réunion ; tous les participants, à deux exceptions près ont souligné le rôle des opinions publiques et la nécessité de " démocratiser " l'OMC. Signe des temps, c'est Attac qui a été invité à " ouvrir le feu " si l'on peut dire.

Dans une intervention liminaire, ATTAC a souligné que Seattle était un succès de la démocratie et la résultante d'une convergence internationale entre forces environnementales, sociales et syndicales ; à mis en garde contre une reprise de négociations, dénoncé l'absence de transparence et appelé le gouvernement à garantir les conditions d'un contrôle citoyen.

Dans une seconde intervention, ATTAC a souligné l'absence de signe politique fort du gouvernement français et, dans la lignée d'une série d'ONG (amis de la terre, Solagrail, Greenpeace), rappelé l'importance d'un bilan et d'un moratoire. Non comme une fin en soi mais pour " construire une alternative contre la régulation de la loi de la jungle " (Jack Ralite). Susan George a également signalé la pétition commune Attac, Confédération paysanne et CCCOMC, pétition qu'elle a remise au cabinet de François Huwart.

Débats : d'une façon générale pas de grandes découvertes ; le thème des normes sociales et environnementales apparaît pourtant comme décisif. Le gouvernement a proposé un séminaire sur cette question au second semestre 2000, proposition qui a été relevée de façon positive par la CFDT, la CGT - toutes deux soulignant la nécessité de lier cette question à celles du développement et des inégalités - et Attac.

Positions : La position gouvernementale n'a pas varié sur le fond et s'inscrit toujours dans le processus de négociations tel qu'il existe " des engagements ont été pris à Marrakech par le gouvernement, il faut les tenir " ;, mais le dialogue Nord/sud doit se développer sur le " bilan " de Marrakech, sous forme de propositions.

Sur les négociations à venir, retenons quelques engagements forts du ministre. Concernant les services publics, réaffirmation de la France d'une spécificité française du service public, particulièrement de l'éducation et de la santé. " Il n'y aura pas de concession sur les services publics "

Sur la transparence, le ministre s'est déclaré " offensif " sur ce qui relève de la transparence



attac

interne de l'OMC mais " réaliste " sur la transparence externe autrement dit sur le rôle et la saisie des Parlements.

Enfin, le gouvernement " souhaite avancer " sur la question de l'ORD.

Suites : Sur les suites, c'est-à-dire la poursuite des négociations, le ministre se montre évasif, ou habile, comme on voudra déclarant : " Il n'y a pas de calendrier ; les textes de Seattle sont nuls et non avenues ; il s'agit de repartir de zéro " et sous entendant que d'une certaine façon, la revendication de moratoire entre dans les faits, le rythme permettant " le temps de la réflexion et de la discussion ".

Conclusions toutes provisoires : Cette rencontre confirme un certain nombre de choses

- 1) le poids des représentants de la " société civile " et la volonté du gouvernement d'apparaître comme " faisant avec ". C'est particulièrement clair au vu des propositions formulées pour réformer l'OMC.
- 2) la volonté de ce même gouvernement de reprendre des négociations le plus vite possible, sans trop " s'aventurer " à des gestes politiques, tels que, par exemple accorder les moyens de dresser un bilan de Marrakech.
- 3) La position patronale (Médéf et branches professionnelles) poussant à des accords.
- 4) La place décisive de l'enjeu social et environnemental et des normes afférentes, dans les négociations bien sûr, mais surtout dans les débats qu'il nous faut développer dans la société toute entière.

Une autre réunion devrait avoir lieu au printemps. À suivre donc, et même, à précéder.

Pierre Tartakowsky. Secrétaire général d'Attac  
[attac@attac.org](mailto:attac@attac.org)

## Brèves d'OMC.

### Réformes internes de l'OMC et transparence

Une session informelle du Conseil Général de l'OMC s'est tenue le 29/02 sur la réforme institutionnelle.

Les discussions ont révélé la pérennité des différences d'appréciations entre pays développés et PVD au sujet des moyens d'améliorer le fonctionnement de l'organisation et de l'amélioration de sa perception dans le public.

Les PVD ont demandé l'examen immédiat de la structure du Secrétariat et que son personnel

corresponde davantage à la représentation des Etats. Ils ont notamment rappelé que sur les 26 Directeurs de division, 3 seulement émanent des économies en transition alors que leur groupe représente 136 pays.

Un autre sujet abordé concernait l'extension du statut d'observateur à des organisations intergouvernementales, sujet depuis longtemps en pourparler et qui n'a jamais reçu de réponse.

Il a aussi été question de "Cohérence dans la politique de globalisation" qui a particulièrement souligné les divisions Nord-Sud. Les Etats membres, en tant que signataires de l'URUGUAY Round, étaient tombés d'accord pour travailler à " une plus grande cohérence dans les politiques de globalisation en matière de commerce, finance et monnaie, y compris une coopération entre l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale". L'UE a fait état d'un besoin de cohérence avec d'autres institutions que celles-là. Les PVD (en particulier le Bangladesh, le Brésil, La Chine de Hong-Kong, l'Inde, le Mexique et le Maroc) ont indiqué que cet objectif ne devrait pas conduire à d'autres domaines que ceux prévus par les engagements de l'Uruguay Round, spécialement les sujets dits non commerciaux tels que le domaine social et l'environnement. Les PVD rejettent la tentative des USA et de l'UE de lier transparence interne (meilleur accès de tous les Etats aux sessions importantes dans les négociations) et la transparence externe (meilleur accès à l'information et aux réunions pour les ONG). Ils ont rappelé que c'est le défaut de transparence interne qui les avait amenés à refuser de s'engager à Seattle.

M.Moore avait demandé la veille que les parlementaires nationaux s'engagent davantage avec l'OMC, "pour garantir que le Parlement, et avec lui, les électeurs et le peuple, fasse sienne l'institution."

D'après le Ministre du Commerce britannique, les réformes pour une plus grande transparence externe devraient être en place d'ici 18 mois

En attendant, l'OMC a proposé d'établir un Forum sur son site Internet où les individus et les groupes pourraient faire connaître leurs aspirations par rapport à l'OMC. Elle les a invités à faire des commentaires sur cette proposition à travers un questionnaire en ligne  
[www.wto.org/feedback.htm](http://www.wto.org/feedback.htm)

Groupe de travail « Traités internationaux et Paradis fiscaux ». [omc.marseille@attac.org](mailto:omc.marseille@attac.org)



attac

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Vendredi : ROANNE – ANGERS – VALENCE – QUIMPERLE – ARRAS – ST DIE – SAINT NOLF – MONTMELIAN – AJACCIO – MARSEILLE
- Samedi : ROANNE – LANESTER – PARIS 20 – AUREILHAN
- Dimanche: ROANNE – MONTREUIL
- Lundi : ROANNE – AUBAGNE – MAZAN – UNIVERSITE PARIS JUSSIEU – BOURGES – ROCHEFORT – GRENOBLE – STRASBOURG – VERCHENY LE HAUT – LE PRADET
- Mardi : ROANNE – POITIERS – AIX EN PROVENCE – BREST – BORDEAUX – GRENOBLE – VILLENEUVE D'ASCQ – CONFLANS STE HONIRINE – UNIVERSITE PARIS ST DENIS